



EURODOM

L'Europe et les Départements français d'Outre-mer

INFORUP

Semaine du 1^{er} au 5 mai 2017

UN AVANT-DERNIER TRILOGUE STÉRILE POUR LE BIO : L'avant dernier trilogue concernant la révision du règlement bio a eu lieu le mercredi 3 mai dernier. Ayant initialement annoncé sa présence lors de cette session de négociations, le Commissaire Phil Hogan n'était finalement pas présent. Il s'est fait représenter par un membre de son cabinet, Dermot Ryan, conseiller politique senior et conseiller en communication. Le volet des importations des pays tiers n'a pas été abordé. Le blocage sur 3 sujets sensibles reste d'actualité (lien au sol, utilisation des semences et les bases de données). Le prochain et dernier trilogue programmé sous présidence maltaise aura le lieu le 31 mai prochain. Ce sera la dernière chance pour la présidence actuelle du Conseil de l'UE de parvenir à un accord sur le projet de texte avant de passer la main à la présidence estonienne.

NOUVEL ACCORD DE PÊCHE ENTRE L'UE ET LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE POUR 4 ANS : Le nouveau protocole d'accord partenariat dans le domaine de la pêche durable (APP) entre l'UE et la République de Maurice a été signé à Port Louis le 26 avril. Le précédent protocole, qui était entré en vigueur le 28 janvier 2014, a expiré le 27 janvier 2017. Ce nouveau protocole entrera en vigueur avant la fin de l'année, une fois les textes législatifs adoptés par les deux parties, et il sera valable pour une période de quatre ans. Il fixe les conditions permettant aux navires de l'UE de pêcher des thonidés dans les eaux de la République de Maurice et prévoit les modalités d'une assistance technique de la part de l'UE. Le protocole prévoit une contribution financière versée par l'UE de 575 000 euros par an, ainsi qu'une contribution accrue à payer par les armateurs. Pour la première fois, il comprend également des dispositions spécifiques et des incitations financières pour soutenir le

développement de l'économie maritime à Maurice, « en tant que contribution à la croissance économique du pays ». L'objectif est d'élargir la portée des relations entre l'UE et Maurice dans le domaine de l'économie de la pêche et des transports maritimes.

REUNION ENTRE L'UE ET LES PAYS ACP SUR L'AVENIR LA COLLABORATION POST-COTONOU

REUNION ENTRE L'UE ET LES PAYS ACP SUR L'AVENIR LA COLLABORATION POST-COTONOU : Vendredi 5 mai à Bruxelles se tient la réunion du Conseil des ministres conjoint ACP-UE, où les représentants des deux organisations auront pour but d'établir des objectifs clairs sur la mise en œuvre de l'Accord de Cotonou et l'avenir des relations UE/ACP après 2020. S'agissant de l'avenir du partenariat post-Cotonou, ce sera la première occasion offerte aux deux parties de se retrouver pour discuter depuis la réunion du Conseil Affaires étrangères de l'UE qui, en novembre 2016, avait vu les ministres européens débattre entre eux de l'option d'un partenariat assorti d'accords régionaux sur mesure – option privilégiée par la Commission - sans pour autant dégager de consensus. Le groupe ACP souhaite que l'accord qui prendra la relève de l'Accord de Cotonou soit juridiquement contraignant et repose sur les piliers suivants : - le commerce, l'investissement, l'industrialisation et les services ; - la coopération au développement, la technologie, la science et l'innovation/recherche ; - le dialogue politique et le plaidoyer. Les échanges porteront aussi sur la coopération économique, commerciale et financière pour le développement, et sur le développement du secteur privé pour lequel les ACP et l'UE vont lancer conjointement un programme à la mi-2017.

ACCUEIL CHALEUREUX PAR LA COMMISSION EUROPEENNE DU PROGRAMME DE LA FUTURE PRESIDENCE ESTONIENNE

ACCUEIL CHALEUREUX PAR LA COMMISSION EUROPEENNE DU PROGRAMME DE LA FUTURE PRESIDENCE ESTONIENNE : Le 3 mai dernier lors de la première réunion introductive entre les représentants des deux institutions, la Commission européenne a accueilli avec enthousiasme les priorités de la future présidence du Conseil de l'UE (qui reviendra à l'Estonie pendant 6 mois) qui collent globalement avec son agenda. « *En dépit de sa récente adhésion en 2004, l'Estonie se comporte comme un membre fondateur tandis que des membres fondateurs se comportent comme des nouveaux. Nous attendons donc avec beaucoup d'espoir et d'attentes cette présidence* » a déclaré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, soulignant l'adéquation entre le programme estonien et l'approche de la Commission. Le Premier ministre estonien, Jüri Ratas, a exposé les quatre priorités que son pays défendrait au Conseil sous la bannière «

L'unité à travers l'équilibre » : une économie européenne ouverte et innovante, une Europe sûre et sécurisée, une Europe numérique et la libre circulation des données ainsi qu'une Europe inclusive et durable. Ces quatre priorités, qui doivent être approuvées formellement par le gouvernement estonien le 29 juin, seront divisées en 18 sous-chapitres et couvriront près de 80 propositions législatives. L'Estonie reste un petit pays d'à peine 1,32 million d'habitants répartis sur 45 227 km². Et 1% de la population travaille pour préparer la présidence de l'UE. Or, l'Europe est actuellement confrontée à des défis de taille, comme le départ du Royaume-Uni et la crise migratoire. Interrogé sur l'importance qu'il accorderait à ces deux thématiques, le Premier ministre Ratas a indiqué qu'il considérerait ces deux sujets comme importants, sans donner priorité à l'un sur l'autre. « *Nous devons montrer que l'UE à 27 fonctionne, que nous sommes unis et prêts à mettre en œuvre l'approche figurant dans la déclaration de Rome. Nous devons montrer que l'UE fait partie de la vie quotidienne de nos citoyens* », a-t-il conclu.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 8 AU 12 MAI 2017

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 08/05				
Mardi 09/05				
Mercredi 10/05			Conseil - Agriculture, pêche et sécurité alimentaire	AG régionale d'EURODOM à La Réunion
Jeudi 11/05			Conseil - Commerce (accords Japon, Singapour, Mercosur)	
Vendredi 12/05			Conseil - Agriculture, pêche et sécurité alimentaire	